



Pierre Vadeboncoeur et Eric Martin analysent la stratégie américaine en Asie.



Les « fonds éthiques » n'ont rien d'éthique selon l'enquête de Martin Petit.



Quelques suggestions pour le renouvellement des luttes syndicales.

Le Couac

Un drôle d'oiseau



Vol. 7 • n° 05

Février 2004

3,50 \$



L'Hydro malade de « réingénierie »

À L'HYDRO-QUÉBEC, la « réingénierie » de Patapouf Charest semble ouvrir la porte à des mesures de privatisation. Par exemple le président André Caillé a révélé qu'il songe à céder à la multinationale General Electric (GE) la future centrale du Suroît à Châteauguay. Cela est très étonnant.

Pourquoi? Tout simplement parce que deux turbines de GE à la centrale de Sainte-Marguerite 3, sur la Côte nord, ont mal fonctionné, ce qui a occasionné des pertes que l'expert en environnement du *Devoir*, Louis-Gilles Francoeur, chiffre à 75 000 000 \$. Non seulement l'Hydro n'a-t-elle rien réclamé, elle fait confiance à GE dans le cadre d'un nouveau projet. Songez-y. Vous achetez un appareil de télévision. Il fonctionne mal. Vous réclamez un nouvel appareil. On vous l'accorde. Il fonctionne aussi mal. Allez-vous recommander les appareils de cette marque à vos parents et amis?

Quant à la centrale du Suroît, qui sera du type thermique, ses rejets de gaz à effet de serre seront tels qu'on est plongé dans le désarroi en constatant que le gouvernement de Patapouf se fiche éperdument du réchauffement de la planète et de l'accord de Kyoto.

Ils sont futés, les gens d'Hydro-Québec. Ils ont décrété qu'Hydro-Québec est composée de plusieurs personnes morales, notamment la production et la distribution. Cette ruse permet à la production, qui comprend les ventes d'électricité et les gros revenus, d'échapper à la surveillance de la Régie de l'électricité. Quant à la distribution, qui inclut

l'onéreux entretien des réseaux, elle est déficitaire et sert à tenter de justifier les demandes d'augmentation des tarifs. Le gouvernement – celui de Bernard Landry comme celui de Patapouf – tolère cette absurdité qui lui rapporte des milliards.

Autre absurdité: selon les demandes d'augmentation des tarifs domestiques de l'Hydro, plus on consomme, plus chaque kilowatt-heure coûte cher. Cela est contraire aux règles les plus élémentaires du monde des affaires qu'on tient pourtant à imiter. On prétend dissuader ainsi les gens (plutôt rares) de chauffer leurs piscines intérieures l'hiver, dans un souci écologique mal placé, mais on pénalise les (nombreux) locataires de logements mal isolés.

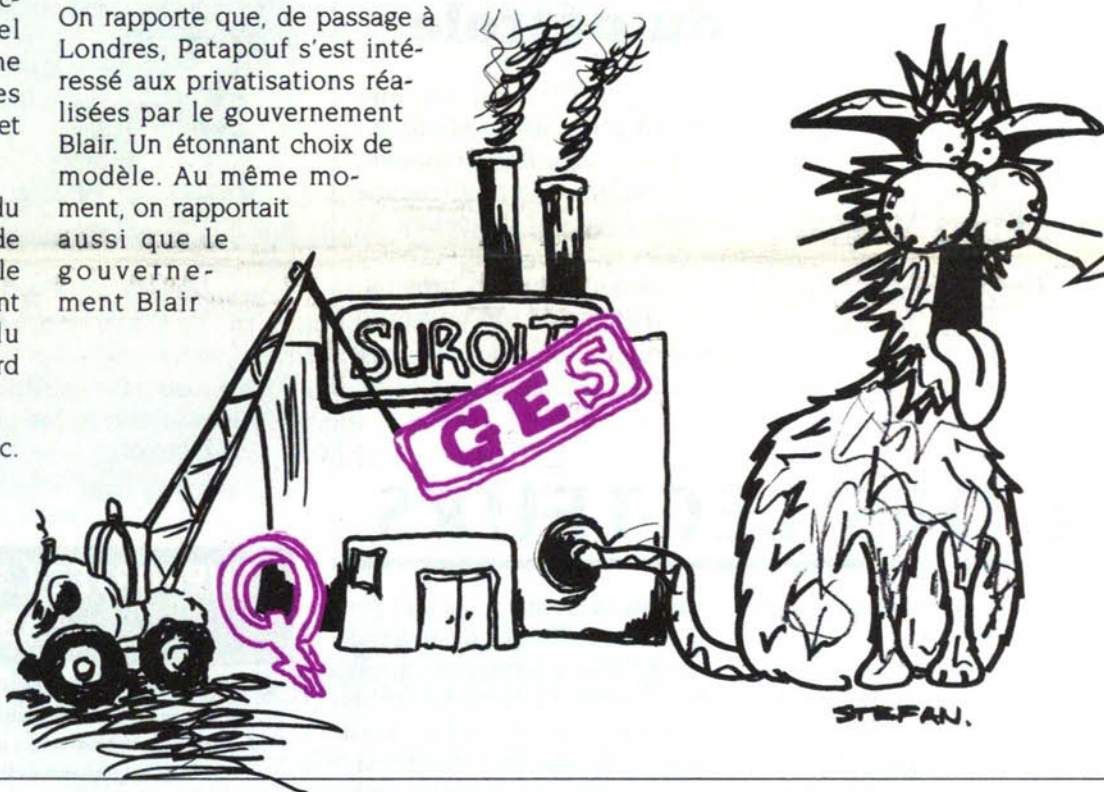
On rapporte que, de passage à Londres, Patapouf s'est intéressé aux privatisations réalisées par le gouvernement Blair. Un étonnant choix de modèle. Au même moment, on rapportait aussi que le gouvernement Blair

envisageait de renationaliser les chemins de fer, dont la privatisation a donné des résultats désastreux: dégradation du service, nombreux accidents.

La nationalisation de l'électricité, au Québec, s'est faite en deux étapes. Création de l'Hydro-Québec et premières nationalisations en 1944, sous le gouvernement libéral d'Adélard Godbout, et nouvelles nationalisations en 1962, sous le gouvernement libéral de Jean Lesage. Patapouf serait fort mal avisé de renier cet héritage.

PIERRE DE BELLEFEUILLE

Voir aussi texte de Clôde de Guise et Steven Guilbeault en page 6.



Terroriste du mois

Franck Moulet est un touriste français qui a pris des vacances en République Dominicaine. À bord de l'avion de American Airlines qui le ramène via une escale par New York, il ne se sent pas bien et va régulièrement aux toilettes. Comportement suspect! Il répond par une blague à l'hôtesse qui le suit des yeux: « Ne vous inquiétez pas, je n'ai pas placé de bombe ». À l'atterrissage, il est arrêté pour « fausse alerte ». Il est libéré après 15 jours et une amende de 690\$. Il risquait 4 ans de prison...

El Yeti

Tirez la plogue de ce projet à la con... Je vous en supplie!

Évolution de la définition du mot « terroriste » au cours des années Bush :

- 2001:** (avant le 11 septembre): personne qui fait des actes terroristes.
- 2001:** (après le 11 septembre): personne membre d'un groupe qui fait des actes terroristes.
- 2002:** personne membre d'un groupe qui fait ou prévoit faire des actes terroristes.
- 2003:** personne soupçonnée d'être membre d'un groupe qui fait ou prévoit faire des actes terroristes.
- 2004:** personne soupçonnée d'être membre d'un groupe qui pourrait faire des actes terroristes.
- 2005:** personne qui pourrait être membre d'un groupe qui pourrait faire des actes terroristes.
- 2006:** personne qui pourrait être membre d'un groupe qui ne dénonce pas les actes terroristes.
- 2007:** personne qui pourrait être membre d'un groupe qui ne collabore pas activement à la guerre au terrorisme.
- 2008:** personne qui ne collabore pas activement à la guerre au terrorisme.

EL YETI

Escalade de la terreur

SELON UN SONDAGE RÉCENT, à la question « vous sentez-vous en sécurité au Canada? », la majorité des Canadiens se sentent moins en sécurité qu'il y a dix ans, alors que la plupart des Québécois ne remarquent pas de différence (*Le Devoir*, 19-01). Selon un sondage mondial du Couac, devant ces résultats, les États-Uniens se sentent moins en sécurité de savoir que les Québécois ne voient pas de différence et que les Canadiens sont inquiets. Par conséquent, les Canadiens, qui sont plus perméables aux nouvelles étatsuniennes, se sentent encore moins en sécurité de savoir que les États-Uniens ne se sentent pas en sécurité. Les Québécois, pour leur part, ne voient toujours pas de différence. Devant cette perception, les Canadiens se demandent s'ils devraient voir une différence. Les États-Uniens, de constater cela, tremblent de plus en plus, se demandant ce qui

se passe soudainement au nord du 45°. Les Québécois réitèrent leur position: malgré Patapouf au pouvoir, tout va bien sur le plan sécuritaire, nous maîtrisons la situation. Les Canadiens, influencés par cette affirmation, se mettent à chier dans leur froc en se demandant quelle fourberie cela cache. Les États-Uniens, pour leur part, décident de ne pas prendre de chance et pensent envahir préventivement le Québec parce que ce dernier refuse de s'inquiéter. Constatant cela, les Canadiens suent à grosses gouttes en attendant leur tour. Les Nations Unies s'en mêlent et dénoncent le peu de sensibilité des Québécois face aux préoccupations de leurs voisins. La France, ulcérée, accorde son appui inconditionnel au Québec et envisage l'envoi de 900 tonnes de camembert bien fait pour défendre la frontière québécoise. Du coup, c'est l'escalade: les Canadiens deviennent vraiment inquiets pendant que les États-Uniens votent un budget de guerre de 800 milliards pour attaquer Montréal. Paul Martin envoie un diplomate à Washington. Les États-Uniens le sous-traitent en Syrie parce qu'ils ont cru déceler une odeur de fromage dans ses bagages et parce qu'il souriait sur son passeport, ce qui est éminemment suspect. Paul Martin, ne faisant ni une ni deux, transforme ses bateaux en cuirassés et les avions d'Air Canada en bombardiers et part conquérir la Syrie avec les Mohawks, laissant le gouvernement sous la responsabilité de Ralph Klein. Celui-ci s'empresse de privatiser la frontière canado-américaine et d'imposer des droits de douane de 300% sur tout ce qui existe. Ne pouvant plus envahir le pays au risque d'épuiser immédiatement leur budget de guerre, les États-Uniens intentent un procès au Canada au tribunal de l'OMC. Pendant ce temps, Paul Martin... C'était quoi la question, déjà?

MARCO SILVESTRO



À venir en 2006

Après l'épidémie de vache folle, de la fièvre aphteuse transmise par les moutons, du virus du Nil porté par les moustiques et de la grippe du poulet, c'est au tour de l'épidémie de la méningite de la fourmi rouge de faire de nombreuses victimes. Les autorités politiques se font toutefois rassurantes, alors que les responsables du secteur de la santé se disent « alarmés » par un premier cas du syndrome des hémorroïdes de l'escargot.

Traitement choc

Des danseurs ont fait du *break dancing* devant sa majesté JP II (AP, 26-01). Des mauvaises langues comme celles du *Couac* pourraient dire que c'est sur recommandation de son médecin, afin de stimuler les sensations du souverain pontife avant ses apparitions publiques, question qu'il ait l'air un peu moins momifié.

Le retour des ADM

Le bœuf américain des soldats canadiens en Afghanistan est en quarantaine à Kaboul, suspecté d'être contaminé à l'ESB (PC, 25-01). Enfin les armes de destruction massive! Financées par les Américains! Enfin la preuve!

SOUTENEZ UNE PRESSE LIBRE ET VIVANTE EN APPUYANT LE COUAC! ABONNEZ-VOUS! www.lecouac.org



COUAC' en fasse notre gouvernement.. La société civile s'exprime!

L'INSTITUT DE RECHERCHE ET D'INTERVENTION SOCIALE (IRIS) fait des recherches socio-économiques pour offrir un contre-discours à la perspective néolibérale. En mai 2003, l'IRIS publiait une brochure destinée à démystifier les impacts de la mondialisation capitaliste (ou libéralisation) sur les travailleurs.

Plusieurs de nos dirigeants, dont ceux du PQ il va sans dire, auraient avantage à l'interroger. Car si les tenants de la mondialisation promettent de bonifier les conditions salariales par une croissance qui profiterait à tous et chacun, les faits recueillis durant les sept années de libre-échange en Amérique du Nord ne remplissent pas cette promesse.

Pour Pierre-Antoine Harvey, auteur de la brochure *Mondialisation et travail*, l'ouverture des frontières draine à la baisse les conditions des travailleurs pour plusieurs raisons. Le fait que les gouvernements soient prêts à tout pour obtenir la faveur des investisseurs et créer de l'emploi, en est une de taille. C'est dans cet état d'esprit qu'ils font miroiter une réduction des normes du travail, en plus de subventions et d'avantages fiscaux. Autant de montants qui seront récupérés par la suite en coupant dans les programmes sociaux et en privatisant certains services publics.

Cette importante perte de pouvoir que subissent les travailleurs conduit à la polarisation du marché du travail. Deux classes de travailleurs prennent ainsi forme: d'une part les spécialistes en gestion du capital et en technologie qui jouissent du développement économique et, d'autre part, une masse grandissante de travailleurs manuels qui voient leur situation se détériorer.

À titre d'exemple, les travailleurs mexicains, 3^e partenaire de l'ALENA (Accord de libre-échange Nord-Américain, en vigueur depuis 1994), ont connu de 1993 à 2000 une baisse de salaire de plus de 17%. Cette chute serait attribuable à la crise financière de 1994, qui elle-même découlerait directement de l'ALENA. La soi-disant croissance des exportations n'aurait jamais permis de rattraper le retard salarial depuis.

La flexibilisation du travail est un autre reluisant concept inhérent à la mondialisation, qui signifie en des termes moins élogieux mais combien plus réalistes: la déréglementation à outrance du marché du travail, recommandée cette fois-ci par nos institutions internationales. Bien souvent, il s'agit pour le gouvernement de réformer ou d'abolir les lois du travail. Au Canada, les critères d'admission à l'assurance chômage ont été resserrés. Au Québec, on a ouvert l'article 45, permettant la sous-traitance dans les entreprises syndiquées. Ce ne sont là que deux malheureux exemples.

«La mondialisation capitaliste n'a pourtant rien d'un processus naturel et irréversible», comme le prétendent certains. «Tout système économique est une institution sociale qui est construite par des humains et qui, par le fait même, peut être transformée afin de mieux répondre à leurs besoins.», vise avec justesse Pierre-Antoine Harvey.

ANDRÉE DESHARNAIS

Pour avoir plus qu'un aperçu de cette brochure, consultez le site Internet de l'IRIS: <http://www.iris-recherche.qc.ca>



Une île, une ville, du pétrole

Les grandes villes du Canada demandent au gouvernement fédéral des avantages fiscaux, notamment une partie de la taxe fédérale de 5 cents/litre sur l'essence. Si jamais ça se réalise, aucune d'entre elles n'aura plus intérêt à promouvoir le transport en commun écologique.

COURRIER DES LECTEURS

Lettre ouverte à Jean-René Dufort et à l'équipe « d'Infoman »

[...]Lorsque l'on s'arrête et qu'on pense au revenu annuel que Jean-René doit récolter avec la radio et la télé, ses frasques deviennent pour le moins ridicules. Effectivement, on se demande ce qui motive davantage ce « nerd flyé »: sa propre carrière ou être l'ami du peuple? C'est bien beau prétendre informer les gens et prétendre posséder « le scoop », mais on sent chez le clown marginal une arrogance dans son propos envers tout ce qui est populiste, ainsi qu'un besoin de se bâtir du capital professionnel afin d'assouvir son ego narcissique.

Je crains que Jean-René ait la même ambition que les Richard Martineau et Julie Snyder: Crier fort pour récolter et mener une vie de BOBO (Bourgeois-Bohème). Être flyé tout en récoltant: Julie Snyder a réussi, pourquoi pas Jean-René?

En tout cas, ça n'aura pas fait de mal à Jean-René et à son équipe de se faire brasser par les gros bras du syndicat, ils avaient l'air tellement ridicule en frappant sur cette statue! Un gang de petits bourgeois qui s'amuse en faisant leur programme de TV flyé! Quand je vois chaque matin un collaborateur de l'équipe avec son manteau « Infoman » sortir de son petit condo branché non loin de chez moi pour aller se vautrer le derrière dans sa bagnole allemande, je vous trouve désolant!

Continuez votre bon travail, mais moi, je vous boycotte! Doc Mailloux, Gilles Proulx, Richard Martineau, Jean-René Dufort et les autres, tous les mêmes: Mégalomanes ambitieux et narcissiques!

Mathieu Bordeleau

Autoglorification

À Christiane Charette, le soir du Gala de l'excellence, Denys Arcand, lauréat, affirmait: « Je ne

connais personne qui a du talent et qui travaille qui ne réussisse pas. » Cette affirmation, en plus de confirmer bêtement le lieu commun inepte « qui veut, peut », exprime inconsciemment une sorte d'autoglorification dont Arcand est devenu un expert. Entendez: Qui a du talent et qui travaille fort réussit.

Or, j'ai réussi. Donc, j'ai du talent et je travaille fort.

Et pour ceux qui n'ont pas compris: « Cette médaille que j'ai reçue, je la mérite totalement » Bravo Denys Arcand!

Jacques Sénécal
Montréal

Écrivez-nous!

Le Couac publie les courts commentaires de ses lecteurs. Le courrier électronique demeure la meilleure façon de nous joindre (texte@lecouac.org). Sinon, une disquette par courrier postal: Le Couac, CP. 222 Succ. D, Montréal (Québec) H3K 3G5.

► PLOGUES

Soirée des Lucioles

C'est le mercredi 25 février prochain à l'Alizé (900, Ontario E.) qu'aura lieu la prochaine soirée de vidéos sociaux et politiques du collectif des Lucioles. Les portes ouvrent comme toujours à 19h et le show commence à 20h. Entre autres au programme, la version vidéo du *Petit guide des Invasions Barbares à l'usage des bien nantis*, un article paru en nos pages sur l'affaire Guindonville. Venez voir ce qui arrive quand on décide de relocaliser un exproprié dans un « container » pour « contenir » la crise du logement...

Notez aussi qu'une soirée spéciale des Lucioles aura lieu à la Cinémathèque Québécoise mardi le 17 février dans le cadre des Rendez-vous du Cinéma Québécois.

Anthologie de la connerie humaine

« Toute société a les crimes qu'elle mérite. »
Exposition d'illustrations de Kerozen.

L'estimable collaborateur du Couac, Kerozen, expose ses dessins politiques décapants au Café de la Petite Gaule tout le mois de février. Le vernissage aura lieu le 6 février à 17h.

Dessins de presse intemporels sur la connerie. Exposition d'une erreur vieille comme le monde, mais heureusement en voie d'extinction: l'être humain. En forme d'apologie aux pires faiblesses qui font de cet animal son pire ennemi. Cette exposition retrace aussi la pire des armes de destruction massive qui n'ait jamais existé à part lui, et communément appelée « société », « suicide collectif », ou encore « génocide chirurgical ». Un gigantesque transport en commun toujours plus rapide et plus sophistiqué qui mène vers une direction elle aussi vieille comme le monde: la Mort. Mais on l'appelle aussi « le bonheur ». Cette exposition se veut une vision conceptuelle et imagée des choses qui font la bêtise humaine. Et elle se poursuit dehors, avec une version interactive inédite du mouvement « hyperréaliste » créé dans les années 00, d'une chose hyper abstraite encore appelée la connerie (l'exposition est permanente et dangereuse).

Café La Petite Gaule, 2525, rue Centre, Pointe St-Charles, à 2 pas du métro Charlevoix, (514) 931-1919. www.cafepetitegaule.com L'artiste: gribouillages@voilà.fr

Anti-Hydro

Une nouvelle coalition citoyenne est née pour faire front commun contre les projets d'Hydro-Québec: <http://quebec-vert-kyoto.org/>

SOUTENEZ LA PRESSE INDÉPENDANTE! ABONNEZ-VOUS!

La presse indépendante est sur les dents! Elle a décidé de s'unir pour mieux résister à l'hégémonie de la presse commerciale. N'attendez pas que les poules aient des dents et abonnez-vous à un second, voire à un troisième journal indépendant! Ils ont tous une dent contre la bêtise et se complètent si bien...

L'aut'journal est un mensuel indépendantiste et progressiste pour qui « Informer, c'est mordre à l'os tant qu'il y reste de quoi ronger ». (Jacques Guay)

Un an 30 \$ ou soutien _____ \$
 Deux ans 45 \$ ou soutien _____ \$

Nom _____
Adresse _____ Faites votre chèque à l'ordre de
Code postal _____ Tél.: _____ L'aut'journal
Courriel _____ 3575, Saint-Laurent, bur. 117,
Montréal H2X 2T7

POUR S'ABONNER

Par téléphone: (514) 596-1017

Par la poste: Le Couac

CP. 222 Succ. D, MONTRÉAL (Québec) H3K 3G5

Adressez votre chèque à: Le Couac.

Vous cherchez un cadeau de Saint-Valentin original... Offrez un Abonnement au Couac, seulement 25 \$



- Abonnement d'un an, prix régulier: 30,42\$ + taxes = **35,00\$**
- Abonnement institutionnel et de soutien: 52,15\$ + taxes = **60,00\$**
- Abonnement de groupe d'un an (10 copies par parution): 225,98\$ + taxes = **260,00\$**
- Abonnement d'un an à l'étranger: 43,46\$ + taxes = **50,00\$**

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____ Téléphone _____

Courriel _____

Le Couac

c.p. 222 succ. D,
Montréal, Québec, H3K 3G5
Téléphone: (514) 596-1017

Fondé en 1997 par Pierre de Bellefeuille et Jean-François Nadeau
Co-Rédacteurs en chef: Bruno Dubuc, David Ledoyen, Marco Silvestro

Collaborateurs: Normand Baillargeon, Pierre de Bellefeuille, Jacques Bouchard, Claude G. Charron, Jean-René David, Andrée Desharnais, Bruno Dubuc, Francis Dupuis-Déri, Steven Guilbeault, Clôde de Guise, Alex Jérôme, Eric Martin, Jean-François Mercure, Martin Petit, La Coalition Destituons Patapouf, Michel Rioux, Marco Silvestro, Simon Tremblay-Pepin, Pierre Vadeboncoeur, Ramon Vitesse.

Illustrations: Simon Banville, Bobidoche, Boris, Charb, Dolbec, Luc Giard, Kerozen, Serge Ferrand, Sniper, Stefan, Richard Suicide, Ramon Vitesse.

Graphisme: France Mercier

Nous remercions chaleureusement *Charlie Hebdo* et *Le Rire* (France) et *Le Journal du Jeudi* (Burkina Faso) pour leur collaboration.

Abonnement et publicité: (514) 932-6775 en après-midi.
ISSN 1480-2074 • N° de publication (Poste Canada) 1213369
Imprimé au Québec



Impôtence

«L'extrême richesse, comme l'extrême pauvreté, peuvent avoir ce résultat fâcheux de rompre le lien qui unit l'individu à la communauté, et qui les unit entre eux. Pour le pauvre qui est très pauvre, il n'y a pas de lien social: que lui importe que Paris brûle! Et pour le riche qui est très riche, celui-là aussi peut s'affranchir de tout lien social. Il n'a cure de l'épidémie, de la révolution, de la guerre: ces fléaux ne l'atteignent pas. Il peut, quand il lui plaît, s'enfermer dans sa tour d'ivoire et regarder brûler Rome, comme Néron, en jouant de la lyre.»

— Charles Gide, 1932

AINSI DONC, l'ineffable docteur Mailloux, celui-là même qui prend un plaisir morbide à planter d'aplomb les déviants, les pognés, les battus et abattus qui ne se vivent pourtant pas de lui téléphoner avec une frénésie qui étonnera toujours, se pète les bretelles en avouant avec une fierté détestable se comporter en citoyen malhonnête: «J'ai jamais payé d'impôt de ma vie», a-t-il clamé l'autre jour aux Francs-tireurs. Ajoutant, sentencieux comme il sait l'être: «L'impôt, c'est du vol!»

Qu'on se le dise désormais: le bon docteur Mailloux n'admet aucune limitation de la liberté individuelle en matière sociale et politique, ce qui est la définition du libertaire. Mais le bon docteur est peut-être libertaire à la manière de monsieur Jourdain, dont on sait qu'il faisait de la prose sans le savoir. Auquel cas il serait davantage impotent du cerveau que d'ailleurs.

À un médecin de mes connaissances qui se plaignait il y a quelques années d'avoir payé quelque 75 000 \$ en impôt, je n'avais pu me retenir de lui rétorquer: Chanceux va! J'aurais bien aimé moi aussi payer 75 000 \$ d'impôt. Vois-tu, il m'en serait resté au moins 150 000 \$ dans les poches...

On estime qu'environ 35 % des Québécoises et Québécois n'ont même pas les moyens de payer d'impôt direct. Ce n'est pas comme le type qui, dans une publicité qui pollue les ondes télévisées ces temps-ci, roule en voiture sport décapotable et nous raconte que l'année dernière, il laissait 288 \$ par semaine au fisc. «C'est-tu possible? Aujourd'hui, je ne laisse

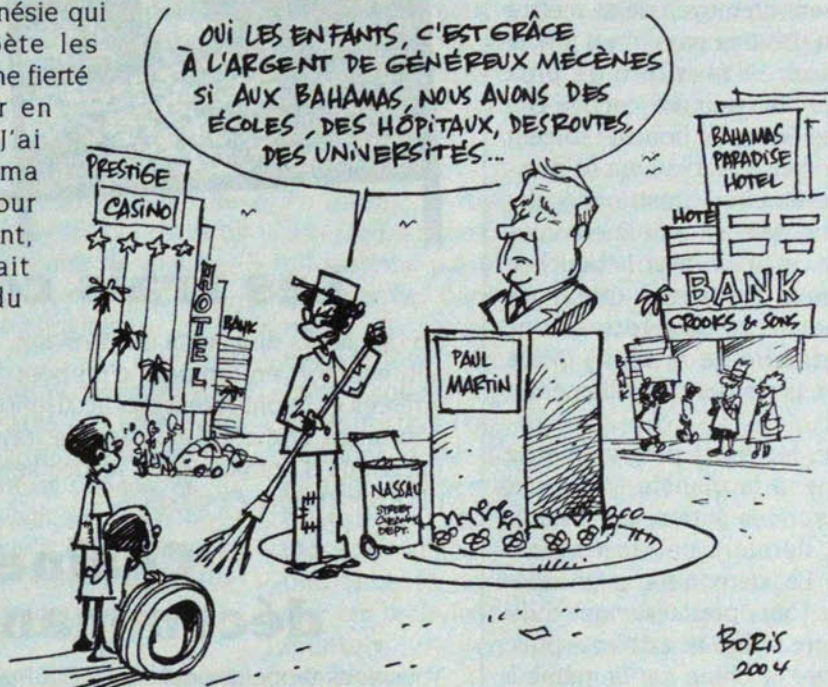
plus un sou à l'impôt et mon argent sert à autre chose...» Une pub d'Action-retraite. Des philanthropes, je suppose, dans cette compagnie dont l'ineffable Mailloux doit siéger au conseil d'administration.

J'admets que ce n'est jamais de gaieté de coeur qu'on voit son argent durement gagné s'en aller dans les coffres de l'État. Mais à bien y penser, quand on paye ses impôts, on contribue à l'agrandissement du champ de la liberté, de l'égalité, de la démocratie et de la paix sociale. On s'acquitte de cette responsabilité civique le coeur d'autant plus léger que les lois sont justes et égalitaires, que le capital est mis autant à contribution que le travail, que les sommes prélevées sont dépensées pour le progrès général, que l'enrichissement d'un cercle

restreint de privilégiés n'est pas le résultat net de l'opération, que les paradis fiscaux sont inaccessibles, que ceux qui font travailler leur argent contribuent autant que ceux qui travaillent à salaire.

Ce n'est pas toujours le cas, dites-vous. Je sais. Et cela choque quand on sait que Mailloux met 2 500 \$ dans sa poche à chaque apparition à Loft Story sans que le fisc n'en voit la couleur ou qu'on n'accepte que la Canada Steamship Lines de Paul Martin soit enregistrée aux Bahamas pour ne pas avoir de comptes à rendre ici. Mais quand on regarde cette question dans une perspective historique, force est de constater que l'impôt constitue quand même un substitut fort acceptable à la barbarie.

MICHEL RIOUX



État policier la saga continue



LE MILIEU MILITANT EST INFILTRÉ par des policiers. On s'en doutait; on le sait maintenant... Les agents de l'État adoptent deux approches, l'une plus ouverte, la seconde plus furtive. Partisans de la première approche, des agents de la Sûreté du Québec avaient rendu visite à des militants contre les fusions municipales et des agents du SCRS (Services canadiens de renseignement et sécurité) ont récemment sonné à la porte de Guillaume Tremblay, ex-candidat de l'UFP. À cette seconde occasion, ce sont les militants « antimondialisation » qui intéressaient les agents de l'État, qui ont demandé à G. Tremblay s'il avait le numéro de téléphone de Jaggi Singh, sans doute pour ainsi évaluer son implication dans le mouvement. Précisément parce qu'ils l'arrêtaient à chaque manifestation (et même souvent avant la manifestation), les agents de l'État devraient pourtant savoir que J. Singh n'a jamais été reconnu coupable d'aucun méfait. Les accusations portées contre lui pour sa (courte) participation aux manifestations contre le Sommet des Amériques à Québec en avril 2001 ont été abandonnées à l'automne 2003. Pourquoi alors s'acharner contre Singh et ceux et celles qui militent avec lui?

Des policiers infiltrés ont aussi été identifiés à l'occasion de procès qui font suite aux 1850 arrestations à caractère politique qui ont eu lieu au Québec depuis l'automne 1999 contre le mouvement altermondialiste (voir www.lecouac.org). Dans plusieurs cas, les policiers ont procédé à des arrestations de masse avant même le départ des manifestations (exemple, le 26 avril 2002, contre une réunion ministérielle du G8 à Montréal) ou dans des lieux à plusieurs kilomètres des manifestations où les militants s'étaient réunis dans le calme (exemple, en juillet 2003, en marge de la réunion ministérielle de l'OMC à Montréal). Dans le communiqué diffusé le 17 janvier 2004 par Le Collectif Opposé à la Brutalité Policière (COBP), on peut suivre la trajectoire de Benoît Charron, un agent du Service de police de la ville de Montréal (SPVM) infiltré dans le milieu militant montréalais de 2000 à 2002. L'agent a témoigné sous serment devant la cour du Québec le 8 janvier 2004 et à la cour municipale le 12 janvier 2004 dans deux procès liés à l'épisode du squat de la rue Préfontaine (automne 2001). Celui qui se faisait appelé « Pat » avait à l'époque des cheveux longs blonds, une barbichette et s'habillait à la mode punk-gothik. Avant le squat, il frayait déjà avec les militants et il avait été arrêté à Westmount lors de la manifestation du 1er mai 2000. On le retrouvera ensuite dans des assemblées de la Convergence des Luttes Anti-capitalistes (CLAC) et son visage est croqué sur une photo publiée dans *Le Devoir* lors de l'arrestation de masse du 26 avril 2002, au square Dominion.

Il n'y a en soit rien d'étonnant à savoir que les policiers infiltrèrent les milieux militants. Ils l'ont toujours fait, quelque soit le type de régime politique. Il s'agit là d'une pratique policière légale. Ce qui est plus troublant, c'est de constater que les policiers ont accès à de l'information privilégiée — des assemblées générales de la CLAC, par exemple — mais qu'ils continuent toute de même à procéder à des arrestations de masse. À le suivre d'aussi près, n'ont-ils pas encore compris que Jaggi Singh n'est pas dangereux? Ne savaient-ils pas que la CLAC n'avait prévu aucune action « violente » lors de la manifestation du 26 avril? Plus troublant encore: les juges s'entêtent à condamner pour attroupeement illégal des dizaines de militants qui se voient imposer des amendes de plusieurs centaines de dollars, alors qu'ils n'ont qu'à se reprocher de s'être fait piéger dans une foule n'ayant pas encore eu l'opportunité de manifester ou dans une manifestation plutôt paisible, si ce n'est une toute petite poignée d'individus autonomes qui lancent des « frappes chirurgicales ». À quoi sert l'information recueillie par ces agents infiltrés, qui de toute évidence n'éclaircissent pas les décisions de la « justice »?

FRANCIS DUPUIS-DÉRI
fdd@no-log.org

Sources: COBP, « Révélations sur l'infiltration policière du milieu militant » (voir les sites: <www.ainfos.ca>; <www.tao.ca/~cobp/index.html>; <www.cmaq.net>)

Mouillé

Encore tout « ruisselant » de son expérience avec le désaccord que suscite la centrale du Suroît, André Caillé, porteur de cols roulés d'Hydro-Québec déclare: « C'est mon devoir de le faire et je vais le faire ».

Pol Pot et Staline exigent des droits d'auteurs.

À droite, rien de nouveau

La candidate conservatrice Belinda Stronach promet: « d'éliminer la taxe sur le capital, réduire les impôts, d'éliminer les tracasseries administratives, inclure le pays à l'intérieur du périmètre de défense nord-américain et de rebâtir les Forces armées canadiennes ».

Tatcher et Reagan exigent des droits d'auteurs.

Propagande

Sur son site Internet des nouvelles, Radio-Canada affirmait le 23 janvier 2004 que « Bernard Landry tire à boulets rouges sur le gouvernement libéral ». Le MLNQ serait sur le point de déposer une plainte contre la société d'Etat, exigeant qu'elle rectifie les faits et précise que Landry tirait « a boulets bleus ».



Les « non-instruits » version André Pratte

DANS LES ANNÉES SOIXANTE, Jean Lesage avait qualifié de « non-instruits » les opposants à la formule Fulton-Favreau. Mal lui en pris car l'ex-premier ministre eut longtemps à se mordre les pouces d'avoir considéré les Québécois comme autant de cruches incapables de comprendre les arcanes des relations fédérales-provinciales. André Pratte vient-il de tomber dans le même traquenard en qualifiant de « gérants d'estrade » les lecteurs de *La Presse* qui n'ont pas apprécié son très court édito *Le pire évité* du 15 janvier concernant la crise d'Oka, prise 2? Pratte y défend la décision du ministre Chagnon de négocier avec les poseurs de barricades et les incendiaires à Kanesatake, discréditant par le fait même le grand chef James Gabriel.

La rapidité d'interaction que permet l'Internet a fait que, quelques heures après, redaction@la.presse.ca était bourrée de messages de lecteurs mécontents. Ou plutôt en colère, comme la rédaction du journal s'est senti obligée

de présenter l'affaire dans sa page Forum du lendemain 16 janvier. De tous les courriels reçus, treize furent publiés condamnant tous à l'unisson André Pratte pour avoir écrit que, par sa décision de négocier avec des truands, Jacques Chagnon aurait évité le pire au Québec. La lectrice Jocelyne Laroque se dit « particulièrement choquée » que l'éditorialiste ait écrit: « ...notre ignorance des complexités de la politique mohawk nous incite à une grande prudence (...) Peu importe qui a l'air d'un voyou ou qui paraît bien à la télé... »

Comme il se devait, André Pratte répondit tout de go à ses détracteurs. Le jour même dans son édito *Le moindre mal*, il écrit: « Jacques Chagnon avait une décision difficile à prendre, dont dépendait la vie de plusieurs personnes. Parmi les gérants d'estrade qui commentent aujourd'hui ses faits et gestes, aucun ne portait une telle responsabilité. Ne devrions-nous pas lui accorder le bénéfice du doute. » Donc, aux yeux de

l'éditorialiste en chef de *La Presse*, tous ces lecteurs qui l'ont persiflé ne sont que des gérants d'estrade! Des non-instruits!

Tout autant non-instruit ce Vincent Marissal, journaliste vous devinez où? À *La Presse*! Le jour de l'édito *Le pire évité*, il contredisait son patron: « Le plus grave de l'histoire, ce n'est pas le camouflet politique à James Gabriel, c'est que Jacques Chagnon affirme qu'il faut faire la preuve de la présence du crime organisé à Kanesatake ». La preuve d'activités criminelles chez les Mohawks? Allô? Québec? Y'a quelqu'un à la Sécurité publique? »

On peut dès lors se poser la question. Qui a tort, qui a raison au journal de la rue Saint-Jacques? Allô? *La Presse*? Y'a quelqu'un qui connaît la question mohawk?

CLAUDE G. CHARRON

La Chine ultime

LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE et militaire des États-Unis est dirigée ultimement contre la Chine. Elle doit se lire ainsi, bien au-delà de l'actualité, mais néanmoins dans ce qui se passe présentement. Cette perspective à long terme aussi bien que les événements du moment se déroulent derrière une série de voiles destinés à détourner l'attention des buts réels.

Afghanistan, Irak, ainsi que les campagnes qui ont été annoncées et suivront cette immédiateté accaparent les regards et masquent, une stratégie américaine bien plus étendue.

La Chine est visée sous un amoncellement de buts plus rapprochés cachant pareil défi. La situation est faite d'une série d'objectifs successifs, eux-mêmes dissimulés les uns derrière les autres comme purement ponctuels. Tout est enveloppé comme un oignon, à peu près comme suit.

Première pelure. Ce qu'on prétendait viser, ce n'était pas le pétrole, ni la main mise sur des pays, mais le terrorisme, voire un simple individu, Ben Laden, figure de western obnubilant toute vision raisonnable des choses.

Deuxième pelure. Ce qui ensuite devint en cause, ce n'était plus ce qui précède, mais les armes de destruction massive. Puis plus tard, cet objectif prétendu, devenu caduc, fut remplacé par autre chose: un régime à renverser, une dictature à supprimer.

C'est l'histoire au jour le jour, se commentant sans aucun recul, sans critique, sans projection.

Troisième ou quatrième pelure. On ne fait plus la guerre en Irak, on reconstruit. Il ne s'agit pas de conquête, il s'agit d'établir la « démocratie ».

La cinquième ou sixième pelure. Qu'en est-il de la Chine? Qui pense directement à la Chine dans ces histoires? Qui aurait seulement l'idée de supposer qu'une avancée sur l'Irak et éventuellement sur la Syrie, ou l'Iran, ou le Soudan, aurait quelque chose à voir avec la Chine du bout du monde?

Qu'est-ce que viendraient faire des raisonnements comme les suivants? L'occupation et la domination de territoires comme ceux-là créeront, pour les États-Unis, une situation de propriétaire hégémonique qui est la première défense stratégique d'une puissance contre toute autre, même à long terme. Le territoire une fois pris, allez donc en déloger l'occupant! Sa position est pratiquement inex-

pugnable. Mais quel rapport notamment avec la Chine?

Les USA veulent monopoliser toutes les sources énergétiques. La force économique chinoise, d'autre part, s'accroît dangereusement et les Américains s'en disent eux-mêmes préoccupés. Mais la Chine, elle, manque et manquera de ressources. Néanmoins elle est l'ennemi potentiel le plus grand qu'on puisse concevoir. Les États-Unis se positionnent sur tous les champs pétrolifères et territoires possibles pendant qu'il est encore temps et que la conjoncture est favorable. Remontez la chaîne logique par ce bout-là. Elle aboutit à la Chine et ce n'est pas une imagination.

On peut prendre un autre exemple: le bouclier anti-missile. Si on pousse un peu l'analyse, on se rendra compte que le bouclier en question ne constitue pas seulement un moyen de se mettre à l'abri de la Chine ou d'autres pays. Il y a mieux comme interprétation, je veux dire de plus poussé. Voici une idée plus pointue, cachée elle aussi derrière quelque écran: le bouclier forcera la Chine à augmenter considérablement sa puissance militaire et peut-être à se construire également quelque système défensif infiniment coûteux. Il s'agit donc, de cet angle, avec le bouclier, d'une arme économique destinée, à cause des coûts, à compromettre le développement aujourd'hui extraordinaire de la Chine. Mais naturellement on n'en parle pas officiellement.

Enfin, autre exemple, le récent programme de Bush relatif à la lune, à la planète Mars, aux colonies humaines sur ces astres, pur intérêt scientifique dit-on, dernière pelure visant à détourner l'attention. Là, deux buts soigneusement dérobés à leur tour: premièrement militariser l'espace, danger militaire extrême, puis, deuxièmement, obliger la Chine par là même à une réponse de même nature à cet effort et par conséquent à s'épuiser aussi de cette façon.

En fait, nous en sommes là au huitième ou neuvième secret en série, bien enveloppés tous, d'ailleurs avec l'aide de médias qui passent délibérément sous silence les stratégies à longue portée derrière les événements du jour, ou bien ne cessent de se tromper faute d'oser deviner quoi que ce soit, faute également de faire des analyses prospectives. La simple nouvelle n'a aucun sens par elle seule et la prétendue liberté de presse le sait fort bien. On parle des événements mais sans les interpréter, ce qui protège à la fois la liberté de la presse et son usage anodin.

PIERRE VADEBONCOEUR

L'Église lave plus blanc

Sous le couvert de l'anonymat, un prêtre explique la position de Mgr Turcotte relativement aux tests de dépistage du VIH pour les candidats aux études menant à la prêtrise: « Vous comprendrez qu'à l'intérieur de notre groupe, les "relations" seront plus sûres grâce à cette mesure. »

Juste distribution

Une compagnie texane de bottes de cowboys, Justin Boots, a fait fabriquer une paire de bottes en alligator de 250 000\$, incrustée d'or, d'argent, de diamants et de rubis (Reuters, 23-01). Le Couac a appris que la peau et les semelles valent 10 000\$, les bijoux 182 636\$, le designer a été payé 30 000\$, il y a eu un total de 37 362\$ en pots de vin et on a donné les 2\$ restants à la couturière mexicaine.



Dans la série « il était temps que, bazouèle »

Le dernier épisode de la télé-série Friends a été tourné.

Les vrais coupables

Un des hauts dirigeants de Parmalat, la multinationale italienne du lait, est mort en tombant d'un pont à Parme. Trois vaches ont été arrêtées et feront face à des accusations d'entrave à la justice. Elles pourraient être condamnées à la trayeuse mécanique à vie ou aux injections d'hormones. La justice se questionne à savoir si le supplice sera télévisé ou non.

Chaîne de décommandement

Vous vous rappelez peut-être cette histoire du tank amerloque qui a tiré sur l'hôtel Palestine à Bagdad, là où tous les journalistes observaient les manœuvres d'invasion de la ville. C'était le 8 avril 2003 à 11h59 et deux journalistes sont morts, plusieurs autres blessés. Jean-Paul Mari, du Nouvel Observateur (no 2045, 15-01-2004) a fait enquête sur ce tir. C'est à 13h46 que vient la justification qui deviendra Vérité Officielle moins de 48hres plus tard lorsque Cheney la confirmera: le char a répondu à des tirs provenant de l'hôtel. Pourtant, les journalistes sont installés au Palestine depuis 3 semaines, ils occupent tout l'hôtel et n'ont jamais entendu parler de tirs provenant de l'hôtel. Le Pentagone a pourtant assuré certaines rédactions new-yorkaises savoir où logeaient les journalistes. Mais sur le terrain, c'est tout autre chose: les officiers, désolés de cette erreur, jurent n'avoir jamais été avertis que des journalistes logeaient là. Et le tir fut motivé, non pas par des tirs ennemis, mais plutôt par la présence supposée d'un spotter irakien qui guidait les tirs. Effectivement, des journalistes équipés de jumelles étaient sur le toit. Il existe pourtant des cartes d'artillerie qui identifient les zones de tir et les zones neutres. Comme si le Pentagone n'avait pas cru bon d'assurer la protection des journalistes non-« incrustés » dans l'armée...

Mumbai

Jean Charest se dit étonné d'avoir été critiqué pour ne pas avoir dépêché de ministre au Forum social mondial de Mumbai, qui se tenait en janvier en Inde. « Le Québec était représenté par plusieurs délégués, dont de nombreux syndiqués. Pour une fois que la sous-traitance les avantage, ils chialent encore! »

Rumeur...

Le lieutenant-général Roméo Dallaire, commandant de la mission de l'ONU au Rwanda en 1993-1994, a témoigné en janvier 2004 devant le Tribunal pénal international pour le Rwanda, lors d'un procès relatif au génocide rwandais. À savoir s'il avait subi des pressions de gens voulant influencer son témoignage, il aurait répondu: « on ne machette pas ».

Tous contre un. L'Inde en voie de devenir le gendarme de l'Orient?

UN POUR TOUS, et tous contre un. L'Inde, les États-Unis et Israël seraient en voie de former une nouvelle « triade » pour mater « l'ennemi » commun qu'est le « terrorisme musulman ». D'après les experts rassemblés lors d'une conférence par l'organisme Alternatives, l'Inde est appelée à devenir le nouveau gendarme de l'Asie et pourrait bien être la clé de la stratégie américaine sur ce continent dans les prochaines années.

« On assiste à quelque chose de nouveau. Une réorientation stratégique et géopolitique de la politique américaine dans le monde. En Asie, en particulier, par rapport à l'Inde », explique le président d'Alternatives, Pierre Beaudet. Un rapprochement s'opérerait actuellement entre les États-Unis, Israël et l'Inde, qui déclasserait le Pakistan comme allié principal en Asie centrale.

D'après le politologue américain Jason Erb, les trois États trouvent une communauté d'intérêts dans leur animosité envers le monde musulman: « Depuis le 11 septembre, l'Islam est le nouvel épouvantail idéologique des Américains. Nous assistons à une montée simultanée de la droite en Israël (Le Likoud, les colons), en Inde (hindutva) et aux États-Unis (les fondamentalistes chrétiens). Tous partagent une haine de l'Islam », explique-t-il. « On les retrouve du même côté dans le combat contre l'Islam, le Moyen-Orient et le terrorisme, constate aussi Pierre Beaudet.

En Inde, La fin de la Guerre froide est marquée par l'abandon du socialisme, la transition de l'économie de marché et l'ascension au pouvoir du gouvernement ultranationaliste du Bharatiya Janata Party (BJP): « Il y a en Inde une classe dominante. Ce groupe est au pouvoir par défaut, parce que le parti du Congrès s'est disloqué, sur une base qui dit: « le problème, c'est les musulmans ». Donc le Pakistan et 150 millions d'Indiens ».

Il en va de même pour la relation avec Israël: « L'Inde pense qu'Israël peut les aider à régler leur problème avec le Pakistan et à acquérir des technologies civiles et militaires », estime Ashin Vanaik, directeur de la Coalition indienne pour le désarmement nucléaire et la paix. L'Hindutva

« les États-Unis ne se risqueront pas à provoquer la Chine, ils cherchent plutôt à l'endiguer »

(mouvement extrémiste hindou-proche du BJP) admire les sionistes et le gouvernement israélien pour leur façon de traiter les pays arabes. Ils voient à cette idée de « choc des civilisations » qui justifie toute intervention contre des pays arabes », ajoute-t-il.

« Il y a aussi l'aspect géopolitique, poursuit Beaudet. On a besoin d'un allié qui va menacer et même frapper au nord (Pakistan, Ouzbékistan, Tadjikistan), à l'Ouest (Iran) et à l'Est (la Chine). Les États-Unis sont en conflit larvé avec la Chine. Le gros commerce et l'establishment américain ne veulent pas qu'elle devienne une superpuissance ou qu'elle dispose d'armements sophistiqués. Ils veulent garder la Chine comme elle est: « Faites des jouets et crissez nous patience avec le reste ».

Selon Jason Erb, la Chine représente la menace la plus immédiate à l'hégémonie américaine sur une échelle de 25 ans. Mais selon lui « les États-Unis ne se risqueront pas à provoquer la Chine, ils cherchent plutôt à l'endiguer ». Or, cet endiguement ne peut se faire sans un allié dans la région: « Qui va emmerder la Chine, qui va l'empêcher de faire quoi que ce soit? C'est l'Inde! », conclut Pierre Beaudet. « Le coeur du projet du BJP et du groupe dominant est de transformer l'Inde en un gendarme régional. Ils ont besoin de ça, sans quoi ils perdent les élections ».

ERIC MARTIN

Le marché de droit divin

Capitalisme sauvage & populisme de marché

Le populisme de marché constitue une doctrine étonnamment vivace, qui peut survivre à ses défauts, parce qu'il s'est lui-même inoculé sa propre opposition. Aussi, ce qu'il nous faut, c'est un véritable contre-pouvoir, une force qui résiste aux impératifs du profit au nom de la démocratie économique. C'est-à-dire, au bout du compte, ce que réclamaient autrefois les vrais Populistes.

Journaliste à Chicago, Thomas Frank est l'éditeur de la revue The Baffler. Depuis 1996, il participe régulièrement à la rédaction du Monde diplomatique.



Dans toutes les (bonnes) librairies et sur

www.luxediteur.com

Pour toute commande sur notre site les frais de port et les taxes sont à notre charge.

492 pages

27.95\$

Lux Éditeur
c.p. 129, succ. de Lorimier, Montréal (Qc) H2H 1V0
info@luxediteur.com

Des fonds socialement responsables?

L'éthique du capitalisme

NOUS SOMMES EN PLEIN TEMPS DES REER et comme à chaque année, des milliards de dollars venant des poches de petits épargnants se retrouvent sur les marchés financiers. Depuis plusieurs années, devant le nombre de plus en plus élevé de gens qui perçoivent le manque d'éthique de plusieurs entreprises, les institutions financières ont commencé à vendre des fonds éthiques ou des fonds environnement.

Mais qu'est-ce que l'éthique? Celle-ci serait l'ensemble des valeurs morales admises. On doit alors reconnaître qu'à ce sujet, des écarts majeurs existent entre différentes personnes et entre différents groupes de personnes. Ces différences peuvent nous permettre de croire que des distorsions importantes risquent de se dresser entre les différents points de vue sur le sujet. Vérifions.

Chez Desjardins par exemple, ils ont créé un fonds Éthique Revenu, un fonds Éthique Équilibré et un Fonds Environnement.

Si nous débutons avec les deux fonds Éthique, le Revenu et l'Équilibré, nous y retrouvons sensiblement les mêmes sous-fonds gérés par d'autres sociétés de placements. Pour éviter de vous perdre, les titres de Desjardins sont en français tandis que les sous-fonds sont en anglais.

Dans le fonds Éthique Revenu par exemple, 35,3 % de l'actif est placé dans le *Ethical Funds Revenu*, celui-ci comportant majoritairement des obligations du gouvernement du Canada, ce qui n'est pas trop mal en soi. Il s'agit de savoir ce que le gouvernement a fait de l'argent récolté avec ces obligations. Pour le fonds Éthique Équilibré, 20,3 % est placé dans ce sous-fonds.

La deuxième plus grande part de l'actif du fonds Éthique Revenu - 22,2 % -, est placée dans le *Ethical Growth Fund* qui comprend des titres de trois banques, deux pétrolières, deux compagnies d'assurance (dont une très active dans la privatisation de la santé), un producteur d'aluminium, un producteur d'or et une compagnie de transport ferroviaire. Pour ce qui est du fonds Éthique Équilibré, 36,5 % de son actif est placé dans ce même *Ethical Growth Fund*.

Dans ces deux fonds éthiques de Desjardins, 14,4 % du Fonds Revenu et 14,5 % du Fonds Équilibré sont placés dans le *Ethical Funds Actions* nord-américaines qui est constitué de titres de

trois compagnies informatiques (Microsoft, Intel, Dell), deux banques (Citigroup, MBNA), deux pharmaceutiques (Pfizer, Amgen), deux chaînes de magasins à grande surface (Wal-Mart, American International Group) et une compagnie d'assurance (Lowe's Companies).

Relativement au Fonds Environnement, la liste des dix titres dominants du portefeuille comprend cinq banques, deux pétrolières dont une œuvrant dans le domaine des sables bitumineux en Alberta¹, deux compagnies d'assurances et un producteur d'aluminium. Selon le Rapport annuel 2003 de Desjardins, « L'actif de ce fonds est investi principalement en actions de sociétés canadiennes responsables sur le plan environnemental ».

Même les fonds de « travailleurEs » liés aux centrales syndicales ne sont pas éthiques dans la mesure où nous savons que celles-ci investissent dans des entreprises qui ne sont pas éthiques ou qui travaillent fort pour privatiser des services publics.

En somme, si vous désirez investir éthiquement dans le système capitaliste, il vous faudra sortir du système puisque celui-ci est principalement géré par des banques et des sociétés de placements qui, comme nous venons de le constater, ne définissent pas l'éthique de la même façon qu'une collectivité au fait des activités nuisibles et destructrices des multinationales de l'exploitation tout azimut. Dans la mesure où les gens ne remplissent pas le petit carton qu'ils doivent poster pour recevoir le Rapport Annuel qui expose en détail les rendements et la composition de ces fonds, il leur est impossible de savoir que ces produits ne sont qu'une duperie monumentale, une façon de vendre de la fausse conscience.

Évidemment, toute cette question demeure éthique. Il s'agit alors de savoir si nous parlons la même langue.

MARTIN PETIT

petit@iris-recherche.qc.ca
www.iris-recherche.qc.ca

¹ Une activité destructrice à souhait pour l'environnement à cause de la méthode d'extraction des sables bitumineux et de la méthode hautement énergivore d'extraction du bitume inclus dans les sables. À ce sujet, voir l'émission Découverte à Radio-Canada portant sur ce sujet : http://www.radio-canada.ca/actualite/decouverte/dossiers/62_sable_bitum/

La privatisation par les bombes

Il est bon de se souvenir que KPMG a fondé la firme de consultants Bearing Point, une entreprise très active dans la « reconstruction » de l'Irak. En fait, le *Wall Street Journal* a révélé, début mai, que la réalisation d'un plan secret américain intitulé « Pour que l'économie irakienne passe de la renaissance à la croissance continue » avait été confiée à Bearing Point Inc. (source : <http://mrc-france.org/a461>). En bref, le plan propose qu'après avoir détruit toutes les infrastructures privées et publiques par les bombes, les firmes étrangères, principalement états-uniennes et britanniques, se présentent en sauveur et reconstruisent le tout avec beaucoup d'argent public en prenant bien soin d'en garder le contrôle. Voilà une façon unilatérale de tout privatiser sans même avoir à négocier d'accords ou à organiser des sommets.

MARTIN PETIT

Le merveilleux monde des comptables et autres experts

Le respect à la carte

VOICI LA DÉFINITION de « respect » telle que copiée du site ouaibe (www.mostrespected.ca) d'un sondage initié par la firme d'experts-conseils KPMG afin de rendre hommage aux « sociétés les plus respectées du Canada » : « La notion de "respect" est difficile à définir, tellement elle est vaste. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le sondage mesure le respect dans diverses catégories, entre autres, les résultats financiers, la gestion des ressources humaines, l'innovation et le développement de produits et services, la responsabilité sociale, la haute qualité des produits et services, le service à la clientèle, la gouvernance d'entreprise, la valeur intrinsèque à long terme. »

À part la « responsabilité sociale » qui doit se résumer à des dons déductibles d'impôt pour des organismes charitables, aucun autre aspect du respect ne semble figurer dans les critères de KPMG. D'ailleurs, le classement des entreprises les plus respectées pour 2003 est fortement révélateur à ce sujet. À peu près toute la racaille du système capitaliste y figure : des banques, des pétrolières, des compagnies d'assurance, des vendeurs de téléphonistes et même le summum de l'entrepreneuriat associatif, Wal-Mart. Comme dans plusieurs autres cas, sur les conseils d'administration de ces entreprises, des liens étroits se tissent : à titre d'exemple, sur le CA de RBC Groupe financier, compagnie financière qui possède une dizaine d'entités dans des paradis fiscaux pour mieux éviter le système fiscal canadien, on retrouve des gestionnaires de IBM, de EnCana et de Four Seasons Hotels.

Avec des entreprises aussi « respectueuses », on se demande si les mots veulent encore dire quelque chose pour les comptables et les autres crosseurs en veston-cravate au service des maîtres du monde.

MARTIN PETIT

Économie participative 10

Argent, crédit et budget

L'ARGENT TEL QUE nous le connaissons n'existe pas dans une écopar. Si l'argent n'existe pas, ça ne veut toutefois pas dire que tout est gratuit. Les choses ont un prix. Ce prix est le résultat des répétitions du processus de planification participative et il représente (autant que faire se peut) ce que coûte à la société la fabrication d'un item.

Le « revenu » fonctionne de la même façon. Notre « revenu », qui est en fait un certain « droit de consommer », est la part de la production totale de l'économie correspondant à notre contribution. Lorsqu'on achète un item, le prix de cet item est soustrait de notre droit de consommer. La transaction n'implique aucun échange de monnaie.

Rien n'empêche toutefois les gens d'économiser en consommant chaque année moins que ne leur permet leur rémunération. Ils accumulent ainsi un certain droit de consommer qu'ils pourront exercer plus tard.

Rien n'empêche non plus les gens d'« emprunter » en consommant plus cette année que leur rémunération leur permet — pour acheter une maison par exemple. Ils prennent ainsi l'engagement envers la société de consommer moins dans les années à venir que leur rémunération leur permet.

Ce qui est rendu plus difficile par cette structure est le prêt usuraire. Il n'y a pas d'« argent » à prêter. Les revenus d'intérêts n'existent plus et c'est tant mieux parce qu'ils sont incompatibles avec le critère de rémunération selon l'effort.

Faire son budget dans une écopar est un peu différent de faire son budget dans notre économie. On

commence d'abord par décider combien nous voulons consommer, en choisissant combien d'heures nous voulons travailler (souvenez-vous des complexes équilibrés de tâches).

Une fois notre droit de consommer quantifié, on soustrait les différents niveaux de dépenses collectives. Ces dépenses ont été décidées en commun dans des structures où nous avions un droit de regard sur les décisions en proportion des effets que ces décisions avaient sur nous.

Une fois les dépenses collectives soustraites de notre « revenu », il nous reste à décider combien nous désirons « emprunter » ou « épargner ». Ce qui reste peut être réparti dans nos dépenses personnelles à notre guise.

C'est bien beau tout ça mais il y en a sûrement un ou deux parmi vous qui se demande ce qui arrive si un petit futé arrive à fausser le calcul de son revenu. Qu'est-ce qui l'empêcherait ensuite de consommer à volonté? La nature humaine étant ce qu'elle est (et oui, on l'entend à chaque tournant celle-là) on peut être sûr que ça arrivera, dites-vous.

Bien sûr que ça arrivera. Ça arrive dans notre société et ça arrivera dans une écopar aussi. Par contre, dans une écopar, les amis et voisins du tricheur constateront assez rapidement qu'il consomme plus que ses heures de travail ne le permettent. Si quelqu'un gagne deux fois le revenu moyen, dans une écopar ça veut dire qu'il travaille deux fois plus que la moyenne. Une consommation de trois ou quatre fois la consommation moyenne devient injustifiable.

JEAN-RENÉ DAVID
jrdavid@magma.ca



Entrevue avec Isaac Isitan

Le beurre sans l'argent du beurre

APRÈS AVOIR VISIONNÉ le documentaire *L'Argent* d'Isaac Isitan (pour plus de détails, voir le compte rendu dans *Le Couac* du mois dernier), on peut se demander si les réseaux de troc et d'échanges en Argentine, en Turquie et aux États-Unis, ne sont que des phénomènes marginaux et isolés ou si, au contraire, ces systèmes représentent pour une bonne majorité de gens bien plus qu'une solution compensatoire au presque omniprésent phénomène de la pauvreté.

Car selon les derniers chiffres de la Banque mondiale, fait remarquer Isaac Isitan en entrevue, le salaire moyen d'un individu au niveau mondial serait l'équivalent de 14 \$ (U.S.) par jour, sans compter que les deux tiers d'entre eux n'en gagneraient que quatre (un Chinois moyen par exemple, gagne l'équivalent de 12 \$ par jour). Comment ces individus réussissent-ils à subvenir à leurs besoins essentiels avec ce petit pécule, peut-on se demander? Pour survivre, comme nous l'apprendra par la suite Isaac, la grande majorité de ces quatre milliards d'individus participent à des réseaux de troc efficaces (utilisant les monnaies locales pour faciliter les échanges). Il insiste d'ailleurs sur ce point : « Le manque de liquidité (la monnaie, le papier) ne doit pas ralentir l'économie d'un pays ou les échanges qui s'y font ». Il ajoute : « Si la monnaie qui a cours légal dans notre pays est insuffisante, créons-la ! » De plus, depuis que le président Nixon a aboli en août 1971 la convertibilité du dollar avec l'or, souligne-t-il, « l'argent n'a qu'une valeur psychologique ». C'est que contrairement à une croyance populaire qui veut que l'argent soit une richesse, notre dieu Mammon n'est que la représentation d'une dette, au sens où le détenteur d'un billet nous rappelle qu'il s'est un jour départi d'une richesse pour laquelle il n'a pas reçu compensation. Nous ne gagnons pas le pain et le beurre que nous mangeons, nous l'échangeons contre notre temps, nos talents, nos possessions ; nous n'obtenons que le salaire de nos pertes (il y a des exceptions, bien sûr) Bref, l'in-

suffisance d'argent n'est pas synonyme de pauvreté, car il n'est qu'un outil facilitant les échanges. La richesse doit donc être trouvée ailleurs que dans le papier.

La création de monnaies locales par le peuple et pour le peuple, raconte Isaac Isitan avec conviction, est une façon de retrouver le pouvoir qui nous a été autrefois usurpé par les banques privées, celui d'imprimer et de créer notre propre monnaie et de se l'échanger, sans l'intérêt. L'expansion des réseaux de troc et d'échanges à travers le Canada par exemple, représente une solution envisageable vis-à-vis le sérieux problème de la dette nationale qui, disons-le, ne pourra jamais être remboursée. C'est que, ne créant en argent que le principal de l'emprunt et jamais l'intérêt imposé par l'utilisation de la monnaie canadienne, la Banque du Canada, qui depuis l'amendement de l'Acte bancaire en 1913, est la seule émettrice de la monnaie qui a cours légal au Canada, nous condamne à ne rembourser annuellement qu'un pourcentage toujours plus mince de ce monstre exponentiel.

Cette arnaque institutionnalisée nous oblige inévitablement à puiser dans les actifs du pays pour suppléer au manque de papier. Comme le cas de l'Argentine en fait foi, des citoyens qui utilisent l'argent des banques privées plutôt que celui créé par son propre gouvernement, seront inéluctablement entraînés par un engrenage fatal vers les faillites, les récessions et les dépressions. Pour Isaac Isitan, « le pouvoir de création de la monnaie doit être entre les mains du peuple ; c'est une condition essentielle à toute démocratie, bien plus importante qu'un droit de vote tous les quatre ans ». Alors dites-moi en terminant, quand est-ce que l'on fait l'échange?

JEAN-FRANÇOIS MERCURE

Pour une copie de *L'Argent* : isca@videotron.ca

Hydro-Québec : société « secrète » !

Hydro-Québec se comporte comme si elle était la Cité vaticane. Le roi Caillé dirige une société « secrète » et mène le gouvernement par le bout du nez.

LE MINISTRE DES RESSOURCES NATURELLES DU QUÉBEC, Sam Hamad, est le fou du (sur)Roi, André Caillé, PDG d'Hydro-Québec. En lui accordant la construction de la centrale thermique au gaz Le Suroît, Hamad non seulement compromet-il les chances du Québec de réduire de 6 % ses émissions de gaz à effet de serre pour rencontrer ses objectifs de Kyoto, mais il démontre qu'Hydro-Québec est un État dans l'État.

À la suite de la crise du verglas, Hydro avait invoqué l'état d'urgence, pour réclamer le montage de la ligne Hertel-des-Cantons. Ligne entrée en fonction à la fin 2003, soit 4 ans après la crise et cela, non sans heurts, protestations et quelques expropriations. Pour imposer Le Suroît, Hydro utilise la même ruse, celle de l'urgence. La société d'État tente de nous faire croire que nous serons en pénurie d'énergie sans cette centrale.

C'est faux et voici pourquoi :

Il y a deux ans, le projet du Suroît était destiné à l'exportation vers les marchés américains. Examiné à la loupe par le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE), il avait été rejeté notamment à cause de l'augmentation d'environ 3 % des émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec alors que nous devons les réduire de 6 %. Cette augmentation équivaut à l'ajout de plus de 600 000 voitures sur les routes du Québec parcourant chacune 20 000 km par année. Aujourd'hui, on présente un Suroît amélioré que de nom. En plus, on apprend que ce qui devait être d'une puissance de 807 MW pourra atteindre 968 MW. Normalement, le projet devrait être resoumis au BAPE, mais il ne le sera pas grâce à une entourage légale.

Comparativement à la construction d'un barrage hydroélectrique qui prend une douzaine d'années, le

temps de mise en place d'une centrale thermique est d'autour de quatre ans. L'établissement d'un parc éolien de même capacité prendrait environ le même temps. La centrale Le Suroît coûtera 500 millions à Hydro-Québec et le coût de production oscillera autour de 0,06 \$ le kWh, tandis que le coût de l'électricité éolienne, actuellement de 0,05 à 0,08 \$ le kWh, sera en 2010 de moins de 0,03 \$ le kWh. Pour la production polluante les coûts augmenteront ; pour la production renouvelable les coûts diminueront.

On peut faire beaucoup mieux et cela est une question de volonté politique. L'année dernière seulement, les Allemands ont installé trois fois plus d'énergie éolienne (3 000 MW) que nous projetons en installer au cours des dix prochaines années. Hé oui, un modeste 1 000 MW de production d'énergie éolienne, échelonnée sur dix ans, est à l'étude alors que le Québec possède les sites éoliens les plus prometteurs en Amérique du Nord. *Shocking my dear!*

De plus, Hydro-Québec clame que ses réservoirs diminuent. De combien ? Nul ne le sait puisque depuis 1997 le niveau des réservoirs est secret. Aussi secrets sont les contrats avec les gros industriels, impossible d'en connaître la nature. Nous assistons à la dérive des bénéfices au profit de *Hydro-Québec Inc.* sans considération pour l'environnement.

Enfin, il est pas mal surprenant que l'on choisisse de brûler du gaz naturel pour produire de l'électricité plutôt que d'installer des systèmes au gaz dans certaines résidences, ce qui est moins polluant et moins cher.

Le Québec en otage

Le Québec est sous l'emprise d'un PDG qui fait des choix à notre place. André Caillé a imposé et impose toujours une stratégie énergétique qui a mis en berne le développement des énergies renouvelables et les mesures d'efficacité énergétique.

La stratégie Caillé a été mise en place au moment où le marché de l'électricité était à moins de 0,03 \$ le kWh. On avait même les moyens de gaspiller. À ce prix d'aubaine, il a convaincu le gouvernement qu'il perdrait son temps en investissant des fonds en recherche et développement dans d'autres formes d'énergie. Aujourd'hui, nous payons pour cette vision à courte vue. Le marché nous rattrape et les coûts augmentent. Les consommateurs ont déjà

commencé à en payer le coût et la note sera de plus en plus salée.

La centrale Le Suroît n'est pas un mal nécessaire. Une panoplie de solutions s'offre à nous. Il y a dix ans, un projet révolutionnaire de centrale urbaine sans pollution au cinquième du coût avait été proposé par le scientifique Pierre Couture, inventeur du moteur-roue d'Hydro-Québec. Le projet a été mis sur une tablette par Hydro-Québec.

Caillé et ses acolytes de la haute direction (dont plusieurs ex- de chez Gaz Métro - Thierry Vandal et Jean Guérin), avec la complicité de leurs valets au gouvernement, mentent à l'ensemble des Québécois. Nous devons réclamer du roi Caillé plus de transparence et, à défaut de clarté, réclamons au moins sa démission pour le remplacer par quelqu'un qui a plus le sens de la collectivité et du bien public.

CLÔDE DE GUISE ET STEVEN GUILBEAULT



The Corporation

CE SUPERBE FILM CANADIEN vient de gagner le prix du meilleur documentaire étranger au festival de Sundance. The Corporation est le résultat du travail de Mark Achbar (*Manufacturing Consent*), Jennifer Abbott (*A Cow at My Table*) et Joel Bakan (auteur d'un livre qui reprend l'argumentaire du film). C'est l'histoire de l'origine de cette forme juridique, de sa propagation et de ses dérives. Autrefois conçue pour permettre la réalisation de travaux publics, la corporation est aujourd'hui la principale forme juridique des grandes entreprises. Depuis un arrêt de la Cour suprême des États-Unis, la corporation est réputée être une « personne » qui dispose des mêmes droits que les humains. Cependant, elle a la particularité d'avoir un sens moral sous-développé et de ne pas avoir de corps physique même si elle peut se prévaloir du droit de l'*habeas corpus* (littéralement, « habiter son corps » et pouvoir en disposer). Le film fait intervenir une pléiade d'analystes, de *businessmen* et de présidents de

corporations pour cerner « le concept » (pour employer un *buzz word*). Vous pourrez ainsi entendre un zouf de l'Institut Fraser vanter la privatisation de « chaque pied carré de la planète » ainsi que plusieurs présidents d'entreprises vanter les mérites et les bienfaits du capitalisme. Un courtier de New York, par exemple, dira que la première chose à laquelle il a pensé, le 11 septembre 2001 au matin, c'est : « Wow, le prix de l'or va monter ! ». Heureusement, il y a aussi un Michael Moore à la fois truculent et sérieux, un Noam Chomsky toujours aussi pertinent, une Naomi Klein profonde, Howard Zinn, un espion commercial, quelques profs de Harvard et même Milton Friedman (Ze théoricien du néolibéralisme) qui expliquent les externalités. Un film pour le moins décapant, didactique et pas prétentieux du tout. On ne se rend pas compte que ça dure presque trois heures.

Malheureusement, il ne semble pas être distribué au Québec pour l'instant. Pour les copains de l'Outaouais, il est au Bytown à Ottawa. Vous pouvez vous consoler en visitant le site Internet : www.thecorporation.com



ANNE HANSEN — *DIRECT ACTION* (G7 Welcoming Committee Records), sous-titré *Reflections on Armed Resistance and the Squamish Five*, nous propose un pan caché d'histoire canadienne. L'étiquette anarchiste de Winnipeg, avec ce disque conférence donne la parole à une activiste, ayant écopé d'une peine de prison à vie (sept ans), pour démystifier la résistance sous toutes ses formes, incluant l'action directe, qu'elle juge nécessaire. Selon Anne Hansen, face à l'hécatombe réalisée en accéléré par les États et La Sainte Église de la Multiplication Infinie du Dollar, des prises de parole autant que des actions capables de faire contrepoids à la face cachée d'un joug qui, lui, anihile méthodiquement, sont cruciales. Ces idées d'action captées en 2002 sont augmentées d'un texte d'analyse et de liens idoines.

Ajoutons des pistes musicales à cette conférence qui fait « Boum ! ». MAP appelle les consciences actives en présentant un nouvel album punk rock intitulé *La Masse Critique* (Local Distribution). En prime de la quinzaine de pièces : textes et définitions sur le symbole de la masse et sur le point de rupture sont à souligner en noir et rouge... String Puppet, avec *Insinuendo* (Local Distribution) qui se décline en métal fusion hardcore émo (...tion) aligne quelques textes — plusieurs en anglais, dont l'essentiel demeure la vitalité rebelle. Soit : « Evolve ! Grow ! Learn ! Change ! ».

Enfin, rappelons, à l'instar d'un titre qui dit tout — *Love this time* (Mint Records), des inclassables renouveaux du folk urbain The Butless Chaps : Révolutionnons maintenant, avec plaisir et beaucoup d'amour !

RAMON VITESSE

Le Rézo : un antidote au nouveau a-stéroïde le « BO »... pour BOX OFFICE

UN NOUVEAU RÉSEAUTAGE de salles culturelles prend actuellement forme à Montréal et en régions afin de célébrer les œuvres cinématographiques de notre trésor collectif : LE RÉZO.

Regroupement hors tendance, Le Rézo présente du cinéma d'intérêt social, philosophique et esthétique aux cinéphiles laissés pour compte en périodes hors festivals. Ceci n'est qu'un faible contrepoint à un groupuscule de *producers and distributors* qui, avec la complicité de quelques individus des agences de financement se sert des apparents succès shootés au B.O. (*Séraphin, la Grande Séduction, Les Invasions Barbares*) pour proposer un détournement de mandat des institutions qui gèrent les fonds culturels pour la cinématographie nationale.

La réaction des cinéastes responsables devant cette tentative de détournement (voir les lettres récentes publiées dans le *Devoir*) a permis de se rendre compte que là aussi il ne suffit pas de se référer à ce qui est supposément écrit dans un programme pour que nécessairement cela ait force de loi.

Face à la pensée unique, Le Rézo ajoute ici la volonté de rendre présent de façon permanente la cinématographie qui montre et fait entendre la différence des expressions, la vraie richesse, le vrai trésor qu'il faut donner à partager. La programmation s'ouvre dès la semaine du 2 février avec un film fabuleux qui connaîtra enfin une vie en régions où les cinéphiles

pourront l'apprécier sur grand écran : *La Face Cachée de la Lune* de Robert Lepage. Les films du Rézo varient de la fiction au documentaire, de l'animation à l'art et essai. Au chapitre du documentaire par exemple, nous annonçons, *La Cucca Sola* de Marilú Mallet, *Le Cabinet du Dr. Ferron* de Jean-Daniel Lafond et bien d'autres. La fiction ira du *Manuscrit érotique* de Jean-Pierre Lefebvre à *Elephant* de Gus Van Sant en passant par *La Vérité est un mensonge* de Pierre Goupil...

Les représentations du Rézo ont lieu à Jonquière au Café-Théâtre Côté-Cour les mercredis, à Rouyn-Noranda au Cabaret de la dernière chance les mardis, à Pierreville Au Vieux Théâtre les mardis, à Mont-Laurier au Centre Christ-Roy les mardis, à Montréal au Va-et-Vient et au Centre St-Pierre les lundis et à l'Utopik les samedis. Sept salles au Québec qui joueront le même film la même semaine. L'idée consiste à réintégrer les lieux de diffusion culturelle (bars-culturels, cafés-théâtre, etc.) avec le cinéma d'auteur. En diffusant leurs films, Le Rézo remet des cinéastes en lumière. En célébrant leurs œuvres, nous confirmons la pratique de l'expression cinématographique représentative des différences. Assister à nos séances c'est manifester sa curiosité pour un art en évolution constante.

ALEX JÉRÔME ET CIE.

Le Rézo : <http://www.cocagne.org/FCCV/>

La SODEC,
pour le développement des entreprises
et le rayonnement de notre culture.

Parce que
notre culture
est une force.

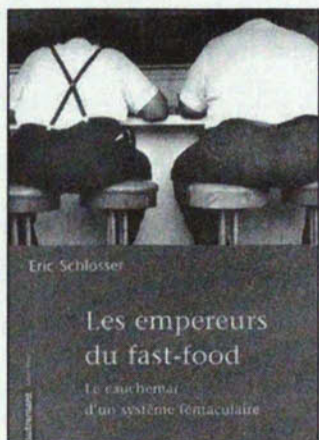
Société
de développement
des entreprises
culturelles

Québec

www.sodec.gouv.qc.ca

Du bon manger

C'EST EN BORDURE DES AUTOROUTES du Sud-Ouest des États-Unis, dans les années 40, qu'apparaissent les premiers *drive-in*, restaurants où on pouvait commander et manger sans sortir de la voiture. La région est alors en plein développement industriel et résidentiel. En 1948, les frères McDonald estiment que le concept plafonne et qu'il faut trouver mieux pour se démarquer. Ils dessinent une nouvelle architecture pour leur *drive-in*, licencient toutes les serveuses, éliminent tout ce qui se mange avec couteau ou fourchette, remplacent les assiettes par des emballages cartonnés. Le premier McDo tel que nous les connaissons est né, avec son toit rouge et ses arches dorées visibles de partout. « C'était la première fois », écrit Eric Schlosser, que l'on appliquait à une cuisine de restaurant les principes d'une chaîne de montage industrielle ». Rendre superflu tout travail qualifié à l'aide de la technologie et réduire les coûts de production, voilà les credo de l'industrie du fast-food.



personnel des abattoirs est supérieur à 300% annuellement. La plupart des employés ne parlent pas anglais, 25% est issu de l'immigration illégale. Les blessures sont légions, la falsification des comptes et des relevés sanitaires sont pratiques courantes — et les syndicats sont absents.

La santé publique en est sérieusement menacée. Des souches mutagènes de la bactérie E. Coli ont contaminé le bœuf haché, causant des milliers d'intoxications chaque année et des centaines de morts depuis 1998. L'administration publique est impuissante devant le lobby de la viande (l'American Meat Institute - AMI) qui bloque les inspections (avec l'aide complaisante de Reagan et de Bush 1^{er} qui ont réduit les effectifs du Département de l'agriculture). L'AMI a même réussi à empêcher l'annulation de contrats avec des écoles pour des abattoirs pris à fournir de la viande contaminée. Ce qui fait dire à Schlosser qu'il fut un temps où il était plus sécuritaire pour les écoliers d'aller manger au fast-food plutôt qu'à la cantine scolaire.

L'industrie du fast-food se ressent des scandales d'intoxications alimentaires: les ventes plafonnent aux États-Unis, seuls les marchés extérieurs sont en croissance. Voilà que les empereurs de Burgerville viennent maintenant à la rescousse des gouvernements et demandent aux « conditionneurs de viande » de changer leurs façons de faire. Et ça marche: les farines animales et les hormones de croissance sont bannies presque partout, l'usage continu d'antibiotiques est à veille de l'être, les normes sanitaires et les inspections ont augmenté.

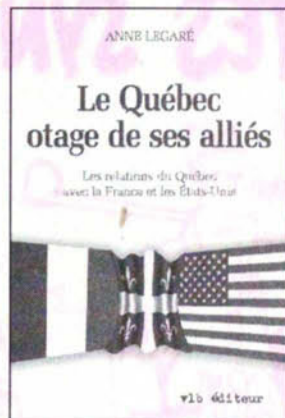
Il y a 60 ans, les Étatsuniens achetaient 80% d'aliments de base et 20% d'aliments transformés, incluant les fast-foods. C'est aujourd'hui exactement l'inverse. Un adulte moyen mange 3 hamburgers et autant de portion de frites par semaine. 50% des adultes et 25% des enfants sont en « surcharge pondérale ». Et les portions grossissent sans cesse dans les restaurants. Ça prendra pas mal plus de vaches folles pour renverser la tendance. À preuve, la première compagnie de bœuf étatsunienne, Tyson Food Inc., vient de déclarer une hausse de 46% de ses profits au 4^e trimestre 2003 (Reuters 26-01).

MARCO SILVESTRO

Eric Schlosser, *Les empereurs du fast-food. Le cauchemar d'un système tentaculaire*, 2003, traduit de l'anglais (*Fast-food Nation*), Paris, Éditions Autrement Frontières.

Un tiens vaut mieux qu'un vague tu l'auras

LA NAÏVÉTÉ POLITIQUE est un phénomène fascinant. Par exemple, il est intéressant de rappeler que lorsque les ténors du PQ (Parizeau, Landry, Bouchard) ont claironné leur enthousiasme à propos des accords du libre-échange, ils n'étaient pas seulement fascinés par la lubie néolibérale, il y avait plus. Il y avait en eux la certitude, bien cernée par Anne Legaré dans *Le Québec otage de ses alliés*, que ces accords joueraient un rôle favorable quant au regard que porteraient les États-Unis sur l'option souverainiste québécoise. Selon l'hypothèse péquiste d'alors, le Québec aurait fait d'une pierre deux coup: acquis une indépendance économique face au Canada et obtenu la neutralité américaine sur sa question nationale.



dissuasion autour de la question nationale québécoise. Le tout avec l'aide avisée d'Ottawa, bien entendu...

En somme, le PQ est entré dans le train de l'ALENA avec un certain enivrement en croyant se rapprocher du voisin du Sud et s'éloigner de celui de l'Ouest. Force est aujourd'hui de constater que le Québec n'a pas accès à la locomotive et que les rails nous portent dans une toute autre direction.

Qu'est-ce donc qui permettrait de penser une telle chose? Au-delà du *wishfull thinking*, rien. Laissons de côté l'aspect économique de ces accords (qui a été abordé en page 8 du *Couac* du mois dernier) et concentrons-nous sur le côté politique. Il apparaît clair que les États-Unis ont tout intérêt à ce que le statu quo constitutionnel persiste au Nord. Que gagneraient-ils à ce que le Canada se divise et à ce qu'un nouveau joueur entre en scène? Rien. Cela n'apporterait qu'une période d'instabilité au niveau de l'économie, de la sécurité et de la politique; une chose que souhaite éviter Washington. Dans le jeu économique placé par l'ALENA, les États-Unis tiennent une main gagnante et comme ils ne cessent d'affirmer que leur accord avec le Canada devrait être un modèle à suivre pour les futurs échanges économiques, quels avantages tireraient-ils à risquer de le voir compromis? Personne ne peut douter que la séparation du Québec amènera des changements dans la situation continentale, pourquoi les États-Unis prendraient-ils les risques inhérents à ces changements? Pourquoi troqueraient-ils leur acquis (le Canada actuel) contre le vague « vous l'aurez! » promis par le PQ?

Bien entendu les États-Unis ne s'opposent pas directement à la volonté souverainiste, de peur de choquer et d'exacerber. L'expérience de diplomate d'Anne Legaré lors de la période référendaire de 1995 lui permet par contre de dévoiler dans son livre certaines stratégies employées par l'oncle Sam pour effectuer brouillage et

C'est d'ailleurs ce manque de leadership politique et économique qui aurait fait du Québec un « sujet indirect » de la politique étrangère de la France au Canada. Après l'échec référendaire de 1995 et constatant la volonté unanime du gouvernement du Québec de concentrer ses efforts économiques et politiques vers le vaste empire du Sud, la France a commencé à porter son regard plutôt sur Ottawa que sur Québec. En se servant de l'appui populaire que certaines décisions françaises obtiennent au Québec (l'Irak, Kyoto, etc.) le Quai d'Orsay pouvait s'en servir comme point d'appui pour influencer les décisions d'Ottawa. Ainsi, le Québec devient de plus en plus utile aux Français... en tant que simple province canadienne.

En soulignant la naïveté (voire l'ama-teurisme) de l'approche péquiste en matière de relations internationales, Anne Legaré rend un fier service au PQ. Toutefois, elle fait elle-même preuve d'une grande naïveté quand elle affirme que le but de son ouvrage est « qu'en replaçant son identité particulière au fondement de ses relations internationales, le Québec puisse redéfinir ses priorités et redresser le cap » alors qu'elle n'y suggère aucune piste de nouvelle politique de relation internationale. Comment peut-elle croire qu'elle soulèvera un débat (autre que les quelques échos qu'a soulevés sa critique du travail de Radio-Canada à Washington) si elle ne suggère pas d'alternative claire?

Tout son ouvrage laissait pourtant croire qu'elle avait compris que les vœux pieux ne sont pas les meilleurs alliés en *realpolitik*.

SIMON TREMBLAY-PEPIN

Anne Legaré, *Le Québec otage de ses alliés*, Montréal, VLB, 2003.

Néoconneries



VOUS AVEZ FAILLI vous étouffer d'indignation (avec un pretzel) en écoutant le discours réactionnaire de George Bush sur l'État de l'Union. Vous n'êtes pas seul. L'accumulation de propos bellicieux et la morale d'extrême droite inspirée du fondamentalisme chrétien ont même révélsé Mario Roy, ce qui n'est pas peu dire. Le pâtre a trouvé le tout « indigne du peuple américain » (*La Presse* 22-1). Pourtant, le discours de George II est presque *soft*, si on le compare à ce qu'on peut lire dans *Délires à Washington*, une anthologie des citations les plus croustillantes des principaux acteurs publics de la droite des États-Unis d'Amérique.

Vous serez éberlué par la candeur et l'arrogance dont font preuve ces « joyeux » *preachers*, politiques, intellectuels et militaires. Les citations ont été sélectionnées par le journaliste Jean Guisnel, qui met chacune en contexte en quelques lignes. On constate, entre autre, que les Faucons du Pentagone ont accumulé les mensonges et les fausses raisons d'attaquer l'Irak depuis des années, c'était presque devenu une obsession. Admettons qu'ils sont quand même drôlement bien tombés ces attentats du 11 septembre, pour tous ces faucons, néocons et autres cons militaristes.

On y trouve aussi des perles, celle-là par exemple de Jerry Vines, « pasteur » baptiste de Floride: « Le christianisme a été fondé par Jésus, enfanté par une vierge. L'islam a été fondé par Mahomet, un pédophile possédé par le démon qui avait douze épouses, et dont la dernière était une fillette de neuf ans. » *God bless America!*

JACQUES BOUCHARD

Jean Guisnel, *Délires à Washington*, La Découverte, Paris 2003

Comment combattre la dictature du marché



QUEL EST L'AVENIR des mouvements altermondialistes? « Les revues *Mouvements* et *Transversales* ont pris l'initiative d'interroger quelques-uns de ses principaux acteurs français et internationaux », peut-on lire sur la quatrième de couverture d'*Où va le mouvement altermondialisation?* Depuis la chute du mur de Berlin, l'élite capitaliste internationale tente d'imposer une forme de gouvernement Mondial, où le rôle des États actuels se limiterait à collecter un maximum d'impôts pour fournir des infrastructures gratuites aux entreprises privées et un appareil policier répressif pour soumettre la main d'oeuvre sous-payée. À une autre époque, on appelait cette doctrine le fascisme.

Comment le mouvement altermondialiste arrivera-t-il à influencer réellement les politiques gouvernementales au même titre que l'élite capitaliste? La question mérite, en effet, d'être posée. On parle du mouvement altermondialiste comme du « mouvement des mouvements ». Son but est précisément d'opposer la multiplicité culturelle et sociale à l'uniformité proposée par la globalisation capitaliste. Mais, comment représenter à la fois les étudiants, syndicalistes, intellectuels et environnementalistes des pays riches, et les sans domiciles, les enfants soumis à l'esclavage, les paysans sans terres et les intouchables des pays pauvres. Comment unifier les frères ennemis de la gauche traditionnellement divisée entre anarchistes, marxistes, trotskistes, maoïste, réformistes, socialistes, sociaux-démocrates, etc.?

Chaque chapitre est constitué d'une question et des réponses des « experts ». Ce qui fait qu'à l'occasion, l'ouvrage est un peu répétitif. Et, bien que l'on puisse lire en introduction qu'« il ne s'agit pas d'un débat théorique », les réponses, elles, le sont la plupart du temps. Avec comme résultat, qu'au bout du compte, l'entreprise nous laisse avec plus de questions que de réponses.

JACQUES BOUCHARD

Ouvrage collectif, *Où va le mouvement altermondialisation?*, Éditions La Découverte, Paris 2003

Tintin au pays des landes mortes



TROIS REPORTERS SUR LES ROUTES DU PÉTROLE, à la poursuite du liquide qui provoque des guerres et fait chuter des régimes. Par un itinéraire qui traverse six des régions les plus « chaudes » du monde, les auteurs de *Un monde de brut* constatent sur le terrain les effets de l'exploitation pétrolière. Car on oublie souvent, ici, que le pétrole ne naît pas des pompes des stations-service.

Du Texas à la Guinée Équatoriale, de la Sibérie au Caucase en passant par le Kazakhstan, l'Irak et le Golfe persique, voici des reportages approfondis qui mettent de l'avant les aspects physiques et sociaux de l'exploitation pétrolière. Car c'est avant cela, le pétrole: désolation environnementale et destruction sociale. L'or noir attise les haines et exacerbe les rivalités. Telle femme qui a vendu un terrain se fera détrousser par ses voisins, laissée pour morte dans sa mesure. Tel peuple sera déplacé sans contrepartie. L'armée d'un pays sera affectée à la protection des champs d'extraction, laissant les contrebandiers et les étrangers piller les stocks de poisson, pourtant la ressource alimentaire première des habitants.

On constate de plus que le pétrole n'est jamais sous le contrôle des investisseurs locaux. Toujours, les vautours de l'extérieur (Texas, France, Angleterre) viennent avec leurs gros sabots pour tout détruire sous couvert de développement. On sait ce qui se passe en Irak; on aurait intérêt à se rendre compte de ce qui se passe ailleurs.

Faites un geste pour la planète et pour vous, incendiez votre char.

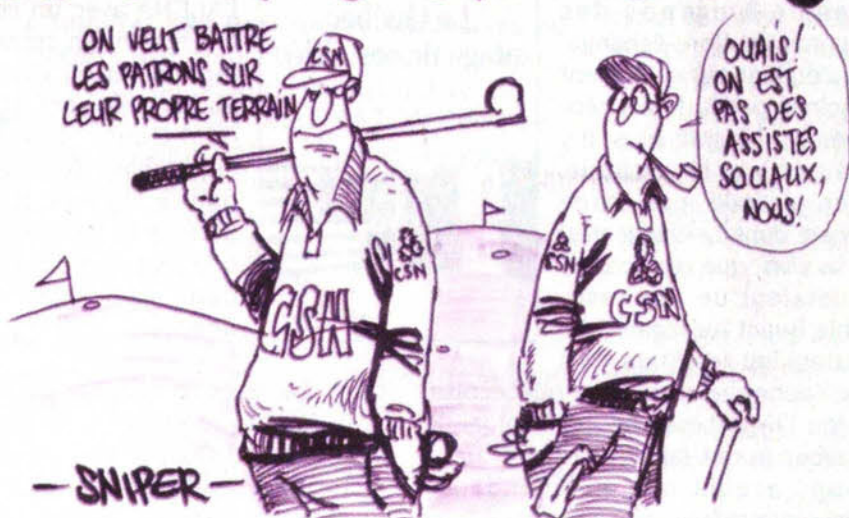
MARCO SILVESTRO

Serge Enderlin, Serge Michel et Paolo Woods, *Un monde de brut. Sur les routes de l'or noir*, 2003, Paris, Éditions du Seuil.



Trois propositions concrètes à un syndicalisme en mal de vision

LES LUTTES SYNDICALES



QUELS DEVRAIENT ÊTRE la place et le rôle des syndicats dans la société québécoise? Le train de mesures de sabotage du gouvernement Charest a donné à cette question une énorme actualité et on a fort bien senti, il me semble, un décalage important entre d'une part la perception que les syndicats — ou du moins leurs dirigeants — ont de leur place et de leur rôle et, d'autre part, les attentes que de larges segments de la population ont à leur endroit. Ces dernières, j'en conviens, sont souvent maladroitement formulées. Mais cela tient justement au fait que le syndicalisme que l'on connaît chez nous, depuis des décennies, en est un de compromission et de corporatisme. On aurait donc tort de ne pas prêter l'oreille à ce qui cherche ici à se formuler. De quoi s'agit-il? Deux thèmes reviennent avec une grande constance: le premier est un reproche adressé au corporatisme syndi-

cal, accusé finalement d'avoir bien des défauts de ce qu'il prétend combattre; le deuxième est que le mouvement syndical manque par trop de vision et de la capacité à instituer les valeurs qu'il veut incarner.

Si tout cela reste un peu abstrait, laissez-moi vous le dire plus concrètement, puisque j'ai moi-même fort bien ressenti tout cela, en particulier quand il m'arrivait d'être approché par le mouvement syndical à propos de l'éducation, un domaine que je connais assez bien. Dans ces cas, et je le dis en toute sincérité, j'ai souvent été frappé, pour ne pas dire sidéré, par le manque de vision des syndicats sur cet objet. Oserais-je le dire: il me semblait parfois avoir affaire à une corporation, laquelle ne portait pas grand chose d'autre, derrière la façade, que la défense plate et bête de

ses membres, de son fric et de ses petits privilèges. Je vais même le dire brutalement: un syndicalisme de cocktails et de restaurants chics. Et s'il est vrai que la défense du système public passait et passe toujours par le syndicalisme, la défense et la promotion de l'éducation — vous savez: la formation de l'esprit, de la pensée critique, de l'autonomie, la lutte contre tous les intégrismes, la défense du savoir et de la culture — me semblait finalement aussi mal servie par ce syndicalisme-là qu'à l'Institut Fraser ou à la Chambre de Commerce. Et les personnes X, Y, ou Z, avec qui je devais discuter, démontraient souvent plus de souci de leur prochain voyage au sommet Y (et ici voyage comptait plus que sommet) que pour l'éducation. En bout de piste, ce qu'elles donnaient pour leur réflexion sur bon nombre de sujets ressemblait trop souvent à une récitation de catéchisme qui ne pouvait que faire pitié.

Mais les syndicats sont aussi, en droit, un indispensable acteur de tout projet de transformation sociale dont on devrait pouvoir attendre beaucoup. Pour en rester sur le terrain des exemples concrets, que serait donc, aujourd'hui, ici

et maintenant, un syndicalisme digne de nous, à la hauteur de nos aspirations et de nos luttes? Il me semble essentiellement qu'il poserait des gestes où s'incarneraient ce qu'il défend et ce à quoi il aspire, où se lirait sa vision d'un autre monde dont on montrerait concrètement, par ces gestes mêmes, qu'il est possible et souhaitable. Voici donc trois exemples de choses qu'accomplirait un tel syndicalisme — et notez bien que ce sont là des choses qu'il pourrait accomplir tout de suite puisqu'elles ne dépendent que de lui:

1. Lancer un quotidien. Il faut n'avoir absolument aucune vision claire du monde dans lequel on vit pour ne pas mesurer à quel point ceci est crucial pour tout projet de transformation sociale sérieux. Or le mouvement syndical possède la capacité de réaliser ce projet et peut s'y mettre dès demain. Qu'est-ce que vous attendez? Cessez de publier vos beaux petits magazines sur papier glacé et lancez-vous dans un véritable et urgent travail.

2. Construire des logements sociaux. S'il y a un domaine où les syndicats peuvent agir, c'est bien là. Des corvées, ça se fait. Du don de temps, aussi. On construit des logements dans les quartiers pauvres et on en fait des coopératives. On commence quand? (Je dois cette idée à Jean-Yves Lévesque).

3. Mener des expériences. Il y a ici des milliers de choses à tenter dans mille domaines — éducation, santé, alimentation et ainsi de suite; mais j'en resterai sur le terrain de l'économie. Sur ce plan, on attendrait en effet d'un syndicalisme sérieux qu'il favorise la réalisation d'expériences d'économie alternatives et qu'au lieu de financer ce qui nous tue, par le Fonds de solidarité, on donne des usines qu'on aurait rachetées à des gens qui devraient ensuite les faire fonctionner selon des valeurs différentes que le profit et l'organisation hiérarchique du travail. Il reviendrait à un tel syndicalisme d'encadrer, de conseiller, d'aider, de faire circuler des idées, des initiatives, des modèles etc. On multiplierait alors de tels exemples, comme autant de micro-laboratoires d'un autre monde.

Ce ne sont là que quelques pistes et je suis convaincu qu'il sera très facile d'allonger cette liste et même d'y ajouter des idées meilleures encore. Il ne manque à vrai dire que la détermination du mouvement syndical d'agir et celle-ci surgira d'elle-même le jour où il sera pénétré de ce qu'il est réellement et de ce qui est attendu de lui. J'ai d'autant hâte que ce jour arrive que le temps, hélas, presse terriblement.

NORMAND BAILLARGEON

C'est confirmé!

Dans la lignée des grands téléthons, il y aura un gros «Destitution Patapouf!» au Medley à Montréal le vendredi 5 mars prochain à 20 h. L'entrée sera gratuite et une foule d'artistes engagés et d'orateurs enragés viendront tour à tour faire de cette soirée un grand rassemblement politique populaire comme on n'en a pas vu au Québec depuis des lustres! Le show sera en plus radiodiffusé en direct sur les ondes de CIBL. C'est donc un rendez-vous, et apportez vos feuilles de pétition signées! Tous les détails sur le site www.destituionspatapouf.com



Chronique Patapoufienne

RECEMMENT, LA COALITION DESTITUONS PATAPOUF a téléphoné à André Labrecque, l'un des attachés de presse de Lise Thibault, la lieutenant-gouverneur du Québec, pour lui demander s'il était exact que madame Thibault, qui a le pouvoir d'assermenter les nouveaux gouvernements, a aussi le pouvoir de dissoudre ceux-ci.

M. Labrecque a confirmé que c'était bien le cas, en précisant toutefois que ça n'était jamais arrivé. La Coalition lui a donc demandé la procédure pour que Lise Thibault accepte de recevoir une pétition demandant la destitution du premier ministre. M. Labrecque a cependant refusé de répondre à cette question, ajoutant même que si les gens étaient insatisfaits du gouvernement, ils n'avaient qu'à voter pour quelqu'un d'autre dans quatre ans...

La Coalition est revenue à la charge en soulignant que d'un simple point de vue logique, ce n'est pas parce qu'une procédure n'a jamais été appliquée

qu'elle n'est pas applicable. Tout ce qu'on voulait, c'est savoir comment faire pour déposer notre pétition à son bureau.

Il a alors dit qu'il n'était pas au courant, que personne n'était au courant, et a répété que le pouvoir de dissoudre le gouvernement n'a jamais été utilisé. La Coalition, qui épuisait dangereusement son capital de patience, lui a répété que si la constitution a prévu que la lieutenant-gouverneur pouvait dissoudre un gouvernement, il devait bien y avoir une procédure pour le faire.

Ce à quoi l'attaché de presse a répondu qu'il n'était pas «à l'aise avec la Constitution» et qu'il n'avait pas de réponse à nous donner. Et cette belle pièce d'anthologie d'incompétence gouvernementale s'est terminée quand M. Labrecque a finalement dit que nous devions consulter un... historien!

LA COALITION DESTITUONS PATAPOUF

Attention – Pattes de velours

Humilié par Alcan en plein Forum de Davos, Patapouf a la vengeance terrible: le lendemain il boude un dîner donné par Alcan, laissant refroidir son paté chinois et ses petits pois. En plus, il se dit «un peu tanné» des agissements d'Alcan; mais, oui, il prendrait quand même peut-être du dessert une autre fois, dans quelques années, après son mandat. Quel homme tout de même, un vrai lion en furie. Le Couac est fier de compter une telle peinture parmi ses têtes de turc.

Triste

Quoi de plus triste que de voir Patapouf et sa Patapoufiasse entrer dans un avion pour nous représenter en Europe? Les voir entrer dans un avion pour revenir au Québec.

Épouvanté

Quoi de plus épouvanté que de voir Patapouf rentrer au pays? Savoir qu'il va s'adresser à la nation dès son arrivée.

Dernière heure

Apprenant que sa cote de popularité est en chute libre, Patapouf songe à engager les concepteurs de Star Académie, des experts en la matière, pour définir une stratégie de relance. Sa seule inquiétude: le processus d'élimination.